

LA UNE [Parlons santé mentale !](#)

Une bonne santé mentale est bien plus que l'absence de souffrance psychique. C'est un état de bien-être, qui permet de s'épanouir en profitant de toutes les opportunités que la vie peut offrir. Elle permet aussi de participer pleinement à la vie commune. Au-delà de sa dimension personnelle, la santé mentale est donc au fondement du fonctionnement d'une société.

"Parlons santé mentale !" C'est donc plus qu'un slogan, c'est une ambition collective, une grande cause nationale pour 2026, en prolongement des initiatives amorcées en 2025, pour mieux les concrétiser.

Le Collectif [Santé mentale Grande cause nationale](#), qui rassemble plus de 3000 structures et organisations, entend faire de l'année 2026 un temps de plaidoyer renforcé et partagé. Des propositions transversales, issues du terrain et des contributions citoyennes, seront formulées afin d'alimenter le débat public et les décisions politiques, notamment à l'approche des prochaines échéances électorales locales. Retrouvez ici [les 17 propositions \(livre blanc\)](#). Lire [le communiqué de presse](#).



GRANDE CAUSE NATIONALE

Suicide des adolescents : mieux comprendre et agir

Camélia, lycéenne de Mitry-Mory en Seine-et-Marne, s'est suicidée le 13 janvier 2026. Elle était victime de harcèlement dans son établissement scolaire. Une adolescente de 14 ans a mis fin à ses jours début janvier. La jeune fille scolarisée en troisième au sein d'un collège privé de la ville était, elle aussi, selon sa famille, victime de harcèlement. Une collégienne de 12 ans vient de se suicider dans les Pyrénées Orientales, en cause encore le harcèlement. Trois cas ces derniers jours. Chaque année, environ 400 adolescents meurent par suicide en France. Colère, isolement, décrochage scolaire, mauvaise estime de soi ... L'adolescence charrie de nombreux préjugés. Il est alors difficile de distinguer ce qui relève d'un processus normal de construction identitaire et ce qui peut signaler une dépression. A quel moment consulter ? La pédopsychiatre Laelia Benoit apporte des repères pour mieux comprendre et agir. [Écouter avec webReader](#)

La dépression ne se manifeste pas de la même manière chez les adolescents que chez les adultes, ce qui la rend parfois difficile à repérer. Là où l'adulte évoque une tristesse persistante ou un sentiment d'abattement, le mal-être adolescent s'exprime davantage par de l'irritabilité, de la colère ou de l'agressivité. Puis peuvent survenir des conduites à risques, et une succession de décrochages : alimentaire, scolaire, social, du sommeil, de l'estime de soi... Lire [l'article d'actualité sur le site info.gouv.fr](#)

Ressources Ameli : [Dépression \(troubles dépressifs\)](#) ; [Traitement de la dépression](#)

Harcèlement et comportements agressifs chez les enfants de 6 à 11 ans

Santé publique France a publié le 22 janvier 2026 de nouveaux résultats d'Enabee, première enquête épidémiologique nationale sur le bien-être et la santé mentale des enfants scolarisés en maternelle ou en élémentaire en France hexagonale. Plus de 16 % des enfants sont victimes probables de harcèlement. Près de 18 % des enfants ont des comportements agressifs.

Le harcèlement est l'un des principaux facteurs susceptibles d'impacter la santé mentale des enfants. Il est important de préciser que les résultats présentés ne concernent pas des situations de harcèlement sexuel ou de harcèlement d'un enfant par un adulte ; il s'agit uniquement de situations probables de harcèlement entre élèves survenues en milieu scolaire ou en dehors de l'école. [Lire l'article complet](#) sur le site de Santé Publique France. [Lire le communiqué de presse](#).

*

Réseaux sociaux : des effets négatifs sur la santé des adolescents

Avec 90% des 12-17 ans qui utilisent un smartphone, les adolescents sont particulièrement exposés aux réseaux sociaux numériques. L'Agence nationale de sécurité sanitaire (Anses) a rendu un [avis du 13 janvier 2026](#) sur les effets de l'exposition prolongée des adolescents aux réseaux sociaux qui sont avant tout conçus pour capter l'attention et multiplier les sollicitations, les filles étant plus particulièrement exposées que les garçons. [Lire l'article](#).

Les missions locales, des témoins des problèmes de santé mentale des jeunes

Une [étude sociologique](#) alerte sur les problèmes de santé mentale des jeunes qui fréquentent les missions locales. Et appelle à renforcer les moyens pour garantir des accompagnements adaptés et lutter contre le non-recours. "Les professionnels de l'accompagnement vers l'emploi sont insuffisamment sensibilisés et formés aux problématiques de santé mentale que rencontrent les jeunes", souligne l'étude, qui appelle à "renforcer les moyens dédiés", "pérenniser les postes de psychologues en mission locale" et "consolider les coopérations territoriales".

Ressources : [Crise suicidaire : prévenir et agir](#) ; [La santé mentale des jeunes et les dispositifs d'aide](#) ; [Santé mentale : enquête sur le bien-être des jeunes en situation de handicap](#)

*

L'UNAFAM PRES DE CHEZ VOUS POUR ACCOMPAGNER LES FAMILLES

Le 15 novembre 2025, l'Unafam du Grand Est a organisé à Metz une rencontre régionale et transfrontalière autour de "la place des proches aidants dans les soins en psychiatrie". Retrouvez ici des points d'actualité des dix délégations départementales en Grand Est.

Ardennes (08)

Créée en 1993, la [délégation des Ardennes de l'Unafam](#) compte près de 80 adhérents. Elle est composée de bénévoles investis et à l'écoute, qui se tiennent à votre disposition pour vous apporter un soutien, une oreille attentive ou des services parmi lesquels : l'accueil et l'écoute des familles ; les groupes de parole ; les formations ; divers événements de sensibilisation, ou tout simplement de loisirs ; la participation dans diverses instances pour représenter les usagers et leurs familles, et défendre leurs droits.

Aube (10)

La [délégation auboise de l'Unafam](#), mise en place en 2002, compte aujourd'hui 121 adhérents et adhérentes. La délégation est gérée par une équipe de bénévoles investis, qui se mobilisent pour proposer des services aux familles confrontées à la maladie psychique d'un proche. Les membres représentent les usagers au sein des institutions et organisent des événements.

Marne (51)

Le soutien aux familles est la principale raison d'être de la [délégation marnaise de l'Unafam](#), avec ses bénévoles présents près de chez vous, à Vitry-le-François, Châlons-en-Champagne, Epernay, Sézanne ou Reims.

Haute-Marne (52)

Si un de vos proches (parents, enfants, conjoint, frère ou sœur) souffre de troubles psychiques, la [délégation haut-marnaise de l'Unafam](#), qui compte une soixantaine d'adhérents et une dizaine de bénévoles, est à votre disposition pour vous écouter et vous renseigner.

Meurthe-et-Moselle (54)

La [délégation de Meurthe-et-Moselle de l'Unafam](#) a organisé le 10 janvier 2026 un café convivial dans ses nouveaux locaux, au 122 quai Claude le Lorrain à Nancy. Le café convivial est l'occasion d'entrer en contact avec les bénévoles de l'association et d'échanger avec les autres parents et proches.

Meuse (55)

La [délégation meusienne de l'Unafam](#) a organisé le 17 janvier 2026 à Verdun un groupe de parole ouvert à tous les proches aidants.

Moselle (57)

La [délégation Moselle de l'Unafam](#) compte actuellement 164 adhérents dont 27 bénévoles. Ces bénévoles, eux-mêmes confrontés à la maladie psychique dans leurs familles ou leur entourage s'engagent au quotidien pour soutenir les familles par l'accueil, l'écoute, l'entraide, l'orientation, l'information et la formation.

Bas-Rhin (67)

Créée en 1972, la [délégation Bas-Rhin de l'Unafam](#) est présente sur tout le département pour proposer des services aux personnes concernées par les troubles psychiques et à leurs proches. La délégation lutte pour la déstigmatisation des maladies en organisant de nombreux événements à destination du grand public tout au long de l'année.

Haut-Rhin (68)

Dans le même principe que les matinées de la réhab', a eu lieu le 27 décembre 2025 la première soirée de la réhab' "Ensemble vers le rétablissement : soirée de rencontres et d'échanges", destinée à tous les publics concernée par des troubles *borderline*... La [délégation haut-rhinoise de l'Unafam](#) entend bien casser les mythes et changer les regards pour favoriser le rétablissement. C'est tout le sens de son action.

Vosges (88)

Le comportement d'un de vos proches vous préoccupe ? Vous pouvez rencontrer les bénévoles de la [délégation vosgienne de l'Unafam](#) à Épinal, Mirecourt, Contrexéville et Saint-Dié. Avec eux et elles, vous trouverez un accueil individuel proposant une écoute attentive par des proches aidants, une entraide, un accompagnement avec des informations spécifiques pour vous orienter dans le domaine de la santé mentale.

Santé mentale : comment les entreprises peuvent-elles aller plus loin en 2026 ?

La santé mentale de près de 810 000 actifs français s'est améliorée en 2025, d'après le [baromètre annuel de Qualisocial](#), publié en janvier 2026. Cependant, ces résultats sont loin d'être suffisants quand 22 % des répondants, soit l'équivalent de 6 millions de travailleurs, déclarent toujours être "en mauvais état de santé mentale". Les entreprises sont en première ligne pour prévenir et contrer un phénomène qui les concerne même quand les origines du malaise sont parfois extra-professionnelles. [Lire l'article du Courrier des cadres](#).

Santé mentale et parentalité

Au croisement des politiques sociales, familiales et sanitaires, prendre soin de la santé mentale des parents tend aujourd'hui à être saisi comme un moyen privilégié de garantir la qualité et la pérennité des relations intrafamiliales, de favoriser le développement des enfants, et par là d'éviter de nombreux problèmes sociaux. Le numéro d'hiver de [Vies de famille](#) a consacré sa une et son *Grand Angle* à ce sujet.



SANTE

Haltes soins addictions : une expérimentation positive

Les haltes soins addictions (HSA) de Paris et de Strasbourg, consacrées à l'accueil des personnes ayant une addiction aux drogues injectées, ont montré leurs bienfaits lors de leur expérimentation depuis 2016, selon [un rapport](#) qui vient d'être publié conjointement par l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) et l'Inspection générale de l'administration (IGA). Celui-ci vient confirmer d'autres études, notamment [celle de la mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives \(Mildeca\)](#) de 2025. Les centres sont utiles pour les usagers mais aussi pour la tranquillité publique. Le rapport propose d'étudier la création d'autres centres, qui devront toutefois répondre à certaines exigences, dont les caractéristiques de consommation et l'assentiment des riverains. [Lire l'article](#).

Création d'un registre national des cancers

Alors que peu ou prou 450 000 cas de nouveaux cancers sont révélés sur une année, les données restaient jusqu'à présent dispersées et donc non diffusées. Un [décret](#) paru au Journal officiel du 28 décembre 2025 détaille les modalités de création d'un registre national des cancers. Un outil qui peut s'avérer utile aussi bien à la recherche qu'à l'évaluation des politiques publiques. Le registre est piloté par l'Institut national du cancer et sera déployé progressivement dans les prochaines années. [Lire l'article](#).

Cancers, diabète... les conservateurs alimentaires dans le viseur

Les conservateurs alimentaires (sulfites, nitrites, sorbates), présents dans de nombreux produits transformés, augmentent les risques de cancer et de diabète. C'est ce que documentent deux nouvelles études scientifiques qui viennent d'être publiées. Des évolutions réglementaires sont nécessaires. Pourtant, la Stratégie nationale pour l'alimentation, la nutrition et le climat (une feuille de route destinée à permettre à tous les Français de manger de manière saine et durable à l'horizon 2030), attendue depuis deux ans et qui devait être dévoilée en novembre dernier, a été encore repoussée. [Lire l'article](#) (Chambre de Consommation d'Alsace et du Grand Est, CCA).

Cosmétiques pour enfants : des produits pas si anodins !

Les produits cosmétiques pour enfants se développent, offrant une gamme aussi large que celle destinée aux adultes : crèmes hydratantes, masques pour le visage, gloss, vernis à ongles... Seulement cette tendance n'est pas sans risque pour leur santé. Le magazine [60 millions de consommateurs](#) a analysé la composition de 18 produits conçus pour les enfants et les résultats sont inquiétants. [Lire l'article](#) (CCA).

Soins et aide à domicile : certains services pourraient disparaître

La France compte plus de 10 000 structures dans le secteur de l'aide et du soin à domicile, offrant la possibilité à de nombreux Français de vivre chez eux le plus longtemps possible. La réforme entrée en vigueur en 2023 prévoit de regrouper les structures de soins et d'aide à domicile afin de simplifier la prise en charge des personnes en perte d'autonomie. Mais elle pourrait provoquer la disparition de certaines petites structures, notamment en milieu rural, poussant les bénéficiaires vers le privé. [Lire l'article](#) (CCA).

La fabrique du "bon patient"

Nous les croisons partout, sans vraiment y prêter attention : dans les salles d'attente, les couloirs d'hôpitaux, les stations de métro ou les écoles. Les affiches de santé publique semblent n'être que de simples rappels destinés à nous aider à "bien nous comporter". Mais, sous leurs slogans bienveillants, elles transmettent une vision, rarement neutre, de ce que doivent être la santé, le citoyen et la responsabilité. [Lire l'article](#).

Une nouvelle étape pour la démocratie en santé dans le Grand Est

Le 21 janvier 2026, l'ARS Grand Est (représentée par sa Directrice générale Christelle Ratignier Carbonneil) et France Assos Santé Grand Est (représentée par son président Jean-Michel Meyer), ont signé une [convention de partenariat 2026–2028](#) pour renforcer ensemble la place des usagers dans le système de santé. Une ambition commune : promouvoir les droits des usagers et faire progresser la démocratie en santé dans l'ensemble du Grand Est.

Rapport 2025 relatif au respect des droits des usagers du système de santé

Chaque année, la Commission Spécialisée des Droits des Usagers (CSDU) de la Conférence régionale de la santé et de l'autonomie (CRSA) Grand Est élabore un rapport qui dresse un [état des lieux régional de l'effectivité des droits des usagers](#). Le rapport 2025 est diffusé sur le nouveau site internet de la [CRSA Grand Est](#).

Haut-Rhin : des maisons médicales de garde accessibles seulement sur rendez-vous

Depuis le 7 janvier 2026, l'accès aux maisons médicales de garde de Colmar et de Thann n'est possible que sur rendez-vous. Les patients doivent en première intention composer le 15 afin d'être orientés. La mesure vise à limiter la saturation des structures, dans un contexte de pénurie de médecins. En dix ans, le Haut-Rhin a perdu 10 % de médecins généralistes et plus de la moitié a plus de 60 ans. [Lire l'article](#) (CCA).

Désinformation en santé

Face à la diffusion de nombreuses fausses informations médicales, le ministère de la santé a lancé une [stratégie nationale de lutte contre la désinformation en santé](#). Le plan présenté le 12 janvier 2026 s'appuie sur les conclusions d'une expertise indépendante. [Lire l'article](#).



DEVELOPPEMENT DURABLE

Rapports de développement durable 2025

Le [Rapport développement Durable](#) (RDD) dresse un bilan des politiques, programmes et actions publiques, dont celles conduites au titre de la gestion du patrimoine, du fonctionnement et des activités internes au regard du développement durable, ainsi que des orientations et politiques à venir permettant d'améliorer la situation. Le RDD est une obligation légale pour les collectivités territoriales et établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, de plus de 50 000 habitants. Retrouvez ici [le RDD 2025 de la région Grand Est](#) et [le RDD 2025 de la Métropole du Grand Nancy](#). Les rapports de votre collectivité sont sans doute en cours de finalisation pour parution ces prochains jours ou prochaines semaines. Renseignez-vous auprès de votre EPCI (intercommunalité).

Responsabilité sociale et environnementale

L'effondrement du Rana Plaza au Bangladesh le 24 avril 2013 avait suscité une vive émotion. Il s'agissait d'un bâtiment vétuste où les 1 500 victimes travaillaient comme ouvrières du textile pour des fournisseurs de grandes entreprises internationales. La loi française du 27 mars 2017 impose un devoir de vigilance en vue de lutter contre l'impunité des multinationales donneuses d'ordre. Cette loi inclut-elle les risques climatiques dans le plan de vigilance ? Les juristes eux-mêmes en débattent et la réponse dépend plus de la lecture qui en est faite, selon qu'elle soit littérale (considérée à la lettre), ou exégétique (c'est-à-dire interprétative, selon les intentions) ou bien encore téléologique (c'est-à-dire en considération des buts poursuivis, de la finalité). [L'article en lien](#) expose cette ambiguïté et tente d'y répondre. Ceci a son importance, au moment où la législation et les règlements nationaux mais aussi et surtout européens marquent le pas en matière de responsabilité sociétale et environnementale (RSE) des entreprises. On notera ainsi que (seulement) 250 procès climatiques ont été diligentés contre des entreprises dans le monde depuis l'accord de Paris de 2015.

Éclairage public : des solutions innovantes pour une gestion affinée

Déploiement des ampoules led, système de télégestion et travail partenarial avec un comité de suivi font partie des outils dont s'est dotée la Ville de Strasbourg pour adapter l'éclairage public aux enjeux sociaux, environnementaux et économiques. [Lire l'article](#).

Les balades thermiques de l'Agence du climat

L'[Agence du climat](#) se veut "le guichet des solutions", pour agir en faveur de la lutte contre le changement climatique sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, en vous proposant un accompagnement sur mesure. L'Agence organise des balades thermiques afin de sensibiliser sur les fuites énergétiques et d'informer sur les bonnes pratiques.



DOSSIER L'EAU LA VIE

La planète est entrée dans l'ère de la faillite hydrique mondiale

Kaveh Madani, le directeur de l'Université des Nations unies pour l'eau, l'environnement et la santé, alerte sur la gravité des menaces qui pèsent sur l'eau douce au niveau mondial. Dans un rapport publié le 20 janvier 2026, le spécialiste des ressources hydriques s'appuie sur une métaphore financière pour déplorer la "liquidation" d'une forme de "capital naturel". Pour mener leurs multiples activités, les humains puisent dans les différentes réserves, sans que leur recharge suffise à compenser les prélèvements. [Lien en vidéo sur France 24](#).

Les zones humides sont des espaces naturels sensibles

Le [Cerema](#), référent public en aménagement, accompagne l'État, les collectivités et les entreprises pour adapter les territoires au défi climatique. Il relève des ministères chargés de l'Aménagement du territoire et de la Transition écologique. Dans le jargon Cerema, on dit que les ZH sont des ENS ! [Ici en lien](#), le Cerema fournit des exemples sur la protection des zones humides et des captages d'eau. Dans ce dossier, vous retrouverez, département par département, la présentation d'exemples de gestion de la problématique de l'eau à l'échelle locale.

Ardennes (08)

Alors que les tourbières ne couvrent que trois pour cent de la surface terrestre mondiale, elles stockent près de 550 milliards de tonnes de carbone, soit autant que l'ensemble de la biomasse terrestre et deux fois plus que l'ensemble des forêts de la planète. Les tourbières filtrent les polluants, diminuent les risques d'inondation, préservent des vestiges archéologiques, contiennent [des trésors de biodiversité... Leur protection est donc essentielle](#). Pourtant, en France, 89% des surfaces d'habitats tourbeux sont malheureusement dans un état de conservation dégradé. Les tourbières sont des zones humides fragiles. Dans les [marais des Hauts Buttés](#), non loin de Monthermé, des zones d'étrépage ont été créées, permettant leur restauration écologique. Des animations scolaires sont proposées dans les Ardennes sur tous les sujets liés à la découverte de l'eau, à la Maison de la Nature de Boulton-aux-Bois : [rencontre du castor dans les rivières](#), découverte des milieux aquatiques ([composez votre programme](#)).

Aube (10)

Grâce à l'EPAGE de l'Armançon, une zone d'expansion des crues a été créée dans le sud du département de l'Aube. Une restauration d'un espace naturel qui fait figure de modèle dans la lutte contre les inondations, des territoires aux alentours jusqu'à la capitale. [Lire l'article](#).

Les retours d'expérience sur la mise en œuvre de la directive Inondation ont mis en évidence un besoin d'en simplifier la transposition en droit français, en particulier concernant l'élaboration du plan de gestion des risques d'inondation (PGRI), pour la rendre plus lisible et faciliter son appropriation par les collectivités. C'est l'objet du [décret du 26 décembre 2025](#).

Des services publics et des outils

Vigicrues est un service gouvernemental gratuit et accessible au grand public, conçu pour informer sur les risques de débordement des cours d'eau. [Comme l'explique Nicolas Maier](#), responsable du service Prédiction des crues, il fournit "une information de vigilance sur les 24 prochaines heures en fonction du risque de débordement de cours d'eau". Disponible via une application mobile et un site internet, [Vigicrues](#) offre une carte de vigilance similaire à celle de Météo France, mais avec un découpage hydrographique par cours d'eau plutôt que par département. Le service, basé à la DREAL de Châlons-en-Champagne, surveille notamment la Marne et la Seine en amont de la Seine-et-Marne, couvrant ainsi six départements.

En 2021 Météo-France a mis à disposition des communes le service APIC, qui permet de recevoir une alerte en cas de constatation de pluies "intenses" ou "très intenses" sur une commune et éventuellement les communes environnantes. [Le service APIC](#) fournit désormais également une prévision des précipitations pour les trois prochaines heures (dès lors qu'un APIC est déclenché).

En matière de risques inondation en régions, [les politiques publiques de l'Etat](#) sont pilotées par les Directions régionales de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) et à l'échelle des départements, par les Directions départementales des territoires. Avec [France Dignes](#) (association), la prévention des inondations monte en compétence. Depuis sa création en 2013, la place de France Dignes dans le paysage de la Prévention des Inondations (PI) a pris de l'ampleur, avec environ 180 structures adhérentes fin 2025, dont les principaux gestionnaires d'ouvrages. [Lire l'article](#).

Pilote du Programme national ponts, le Cerema a conçu le service [SOS Ponts](#) pour aider les collectivités peu dotées en ingénierie dans leurs processus de diagnostic et de réparation. De nombreuses communes de moins de 10 000 habitants n'ont pas de personnel spécialisé pour gérer leurs ouvrages d'art : SOS Ponts, un outil numérique, gratuit, innovant et accessible, les accompagne dans la gestion et la réparation de leurs ouvrages d'art.

Marne (51)

Histoires d'eau. Redécouvrez votre histoire en prêtant attention aux cours d'eau qui vous environnent. A Epernay, c'est le Cubry qui peut nourrir votre curiosité. Cette petite rivière traverse la ville après un périple sinueux de treize kilomètres dans les vignobles des Coteaux Sud d'Epernay. Le nom de Cubry serait d'origine gauloise et signifierait "le ruisseau du Corbeau". Il prend naissance par débordement des eaux des étangs de Noire Fontaine dans la forêt de St Martin d'Ablois. Le Cubry a joué un rôle très important dans le développement économique de la ville. Pour en savoir plus, [c'est ici](#).

Haute-Marne (52)

Près de Saint-Dizier, un projet de réhabilitation des cours d'eau a permis de restaurer le lit naturel d'une rivière. Ce projet, piloté par l'Agence de l'eau Seine-Normandie, améliore la biodiversité et préserve un espace de détente pour les habitants. [Un reportage à écouter ici](#).

Meurthe-et-Moselle (54)

Le [Grémillon](#) est un affluent de rive droite de la Meurthe. Il prend sa source en amont de Pulnoy et rejoint rapidement des secteurs très urbanisés de l'agglomération nancéienne. Ce ruisseau a été fortement modifié et aménagé, en particulier par couverture du lit sur plus de 2/3 de son linéaire. Néanmoins, malgré les ouvrages hydrauliques mis en place, ceux-ci s'avéraient inefficaces pour gérer les inondations. Suite à une importante inondation en 2012, la Métropole du Grand Nancy a mis en place un programme d'aménagement du Grémillon permettant de concilier les enjeux hydrauliques et écologiques. Tout savoir sur [la gestion de l'eau dans la métropole du Grand Nancy](#).

La Métropole, en lien avec l'exploitant de la station d'épuration (STEP), la Société de valorisation des effluents de la Métropole (SOVEM), et le Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (CPIE) Nancy-Champenoux, propose deux programmes pédagogiques [pour les élèves de CM1-CM2](#) et [pour les collégiens de 6ème-5ème](#).

Meuse (55)

À Charny-sur-Meuse, [l'association de pêche La Goujonnrière Meusienne](#) a transformé une ancienne ballastière en un refuge pour la biodiversité, alliant conservation écologique et sensibilisation. Ce nouvel écosystème humide sert de refuge durant les crues et de zone de reproduction pour divers animaux aquatiques et oiseaux. En parallèle, un sentier pédagogique a été installé pour informer les visiteurs sur le milieu naturel et le déplacement des poissons.

Moselle (57)

Le ruisseau Saint-Pierre, ce sont 30 kilomètres de cours d'eau en général paisibles, mais pouvant entraîner des inondations en amont de Metz. Pour diminuer les risques, le ruisseau a été équipé en 2020 d'un ouvrage d'écrêtage des crues, construit en tête de bassin versant. [Les travaux](#) se sont poursuivis par la renaturation du site, avec l'aide financière de l'[Agence de l'Eau Rhin-Meuse](#) et de la la Région Grand Est.

Bas-Rhin (67)

À La Broque (67), le ruisseau d'Albet, petit affluent de la Bruche, a bénéficié d'une restauration hydromorphologique ambitieuse. Cette opération, portée par le syndicat mixte Bruche Mossig, marque une étape importante dans la reconquête écologique des cours d'eau du territoire. [Lire l'article du 14 janvier 2026.](#)

Haut-Rhin (68)

Dans l'aisselle des vallons de la montagne vosgienne naît une ribambelle de filets d'eau. Ces *runz* alimentent des *bach* plus trapus, puis des torrents qui eux-mêmes se déversent dans le cours d'eau principal. On les appelle les *chevelus*. Situés en tête du bassin-versant des rivières, ils font l'objet de l'attention méticuleuse des études Ruisseaux tête de bassin (RTB) à la [Fédération de pêche et de protection du milieu aquatique \(FDPPMA\) 68.](#)

Vosges (88)

Les petits ruisseaux des Vosges font les grandes et belles rivières. Dans les années 1960, [le ruisseau de la Vigotte \(Girmont Val d'Ajol\)](#) avait été détourné et son fonctionnement biologique s'en était trouvé fortement dégradé, avec pour conséquences érosion, raréfaction de la faune et de la flore, multiplication des crues en aval. Aujourd'hui, le reméandrage lui redonne sa sinuosité originelle, fait renaître la vie, évite les inondations et les risques de sécheresse, selon les saisons.

Bon à savoir : [À quoi servent les taxes sur l'eau et comment sont-elles redistribuées ?; dix questions pour comprendre le prix de l'électricité.](#)



LOGEMENT

Textes réglementaires

Le Journal officiel a livré, entre Noël et le Nouvel An, une série de textes structurants pour les politiques du logement : [accès au logement social](#), [réduction du loyer de solidarité](#), [fonctionnement des copropriétés](#), [taxe annuelle sur les logements vacants](#), [calcul des aides personnalisées au logement](#), [loyers et redevances maximaux](#) des logements sous convention APL ayant subi des travaux de rénovation lourde, [cadre réglementaire imposé aux mandataires financiers](#) agissant pour le compte des bénéficiaires des aides de l'Anah.

Un [arrêté](#), paru le 16 janvier 2026, prolonge les bonifications "coup de pouce" dans le cadre de la rénovation énergétique d'ampleur, tant pour les logements individuels que collectifs.

La principale aide de l'État pour la rénovation énergétique est suspendue en l'absence d'adoption de la loi de finances pour 2026. Le guichet est fermé et il n'est plus possible pour l'heure de déposer un dossier.

Faire face au froid chez soi

La précarité énergétique est un fléau qui concerne de plus en plus de personnes du fait de la volatilité des prix de l'énergie. Elle a des répercussions sur la santé physique et mentale, sur la vie sociale et même sur la scolarité des enfants. [Lire l'article](#).

Logement : la reprise ?

Portée par le retour des acheteurs de résidences principales et une reprise des transactions, la stabilisation sur le marché du logement ancien en 2025 masque toutefois de fortes disparités territoriales. Et l'émergence d'un nouveau critère décisif : la performance énergétique, devenue un levier majeur de valorisation... ou de décote. [Lire l'article](#).

Le Premier ministre a présenté le 23 janvier 2026 [les grandes lignes du plan logement](#) du gouvernement. L'objectif principal, construire 400 000 logements par an lors des quatre prochaines années. [Lire l'article](#).

L'intermédiation locative est un dispositif par lequel un organisme tiers (association, agence immobilière sociale) prend en gestion un logement du parc privé pour le proposer à des ménages en difficulté. Le Haut Comité pour le droit au logement dresse un bilan contrasté dans un rapport récent. [Lire l'article](#) (CCA).

EN BREF.... MAIS IMPORTANT

✓ Politique familiale

Le [congé supplémentaire de naissance](#) permettra à chaque parent de prendre jusqu'à deux mois de congé supplémentaire rémunéré à 70 % du salaire net le premier mois, 60 % le second mois. Ce congé pourra être pris sous la forme d'un mois, de deux mois ou de deux périodes d'un mois non consécutives (dès juillet 2026).

✓ Parentalité

Grâce à l'ARS Grand Est et l'Observatoire Régional de la Santé, nous disposons désormais d'un recensement des actions et dispositifs de soutien à la parentalité ainsi que d'une évaluation des besoins : [Grand Est](#), [Ardennes \(08\)](#), [Aube \(10\)](#), [Marne \(51\)](#), [Haute-Marne \(52\)](#), [Meurthe-et-Moselle \(54\)](#), [Meuse \(55\)](#), [Moselle \(57\)](#), [Bas-Rhin \(67\)](#), [Haut-Rhin \(68\)](#), [Vosges \(88\)](#).

Fessées, gifles, insultes... plus jamais ça ! [La Cour de cassation rappelle la loi](#).

No kids ou Kids friendly ? [Dans les trains comme ailleurs, la polémique](#).

Focus : Ouverture de la [Maison pour les Parents à Biesheim](#) (68). La Maison pour les parents est un lieu d'accueil et d'écoute gratuit ouvert à tous !

✓ Aide sociale à l'enfance

Enfant tondu dans un foyer (Paris), viols, prostitution à grande échelle (Calvados), réseaux d'accueil illégal d'enfants (Nord), détournement de fonds (Cher), 3000 profils dangereux dans l'institution... l'Aide sociale à l'Enfance est non seulement une fabrique d'inégalités ([rapport du Défenseur des Droits](#)) mais elle est jour après jour sous le feu de révélations gravissimes, dans l'attente d'[une énième refondation](#). Chaque enfant protégé doit pouvoir [bénéficier d'un avocat](#).

✓ Mobilités

Retour sur la [Journée Mobilités rurales en Grand Est](#).

Lancement des travaux de [régénération de la ligne Nancy Mirecourt – Vittel – Contrexéville](#).

Retour du [TGV Ouigo Nancy-Paris](#) en décembre 2026.

Hibus : [nouvelles lignes de bus de nuit entre Strasbourg et Kehl](#).

✓ Ruralités

Le cap des [3.000 Villages d'avenir](#) est franchi.

1.732 communes classées en [zone de revitalisation des centres-villes](#) en 2026.